

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

INERTIE POLITIQUE ET EFFICACITE GOUVERNEMENTALE EN RD CONGO

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

FABRICE MUKENDI MUTOMBO

JUILLET 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DES MATIERES

<i>Table des matières</i> .....	1
<i>Résumé</i> .....	3
<i>1. Introduction et présentation du problème</i> .....	4
<i>2. La démarche retenue</i> .....	8
<i>2.1 Cadre conceptuel</i> .....	9
<i>2.2 Aperçu sur l'inertie et le changement politique</i> .....	10
<i>2.3. Méthodologie de recherche</i> .....	13
<i>Recueil et analyse des données</i> .....	13
<i>3. Résultats</i> .....	14
<i>3.1 Dépendance au sentier de l'action politique en RD Congo</i> .....	15
<i>3.1.1 Dimension historique : héritage institutionnel</i> .....	16
<i>3.1.2 Contexte institutionnel : rôle des institutions</i> .....	17
<i>3.2 Présentation de l'évolution des indicateurs mondiaux de la gouvernance en RD Congo</i> .....	18
<i>3.2.1 Voix citoyenne et redevabilité</i> .....	18

<i>3.2.2 Stabilité politique et absence de violence</i> .....	20
<i>3.2.3 Efficacité des pouvoirs publics</i> .....	22
<i>3.2.4 Qualité de la réglementation</i> .....	23
<i>3.2.5 État de droit</i> .....	24
<i>3.2.6 Contrôle de la corruption</i> .....	26
<i>Figure 3.2.7 : Indicateurs mondiaux de la gouvernance en RD Congo</i> .....	29
<i>Figure 3.2.8 : Indicateurs mondiaux de la gouvernance en Côte d'Ivoire</i> .....	30
<i>3.3 Efficacité gouvernementale en RD Congo : effets</i> .....	31
<i>4. Conclusions et recommandations</i> .....	33
<i>Bibliographie</i> .....	40

## **Résumé**

La RD Congo est l'un des pays les plus riches au monde en termes de ressources naturelles, pourtant elle figure sur la liste des pays les plus pauvres du monde selon le classement de la Banque Mondiale en raison de son PIB. Plusieurs chercheurs ont tenté d'expliquer ce paradoxe de plusieurs façons. Certains ont trouvé la faille dans l'inefficacité de son administration publique, d'autres ont évoqué des problèmes liés à des guerres civiles qui secouent le pays depuis plus de deux décennies, etc. Pour notre part, nous l'appréhendons par une dimension institutionnelle. Plus spécifiquement, nous focalisons notre analyse sur l'absence de changement politique. Nous pensons que l'inertie politique qui caractérise certaines politiques publiques majeures a un effet négatif sur l'efficacité gouvernementale, ce qui handicape sérieusement le développement du pays. Un changement politique majeur est donc nécessaire pour aboutir à la promotion et au renforcement de la bonne gouvernance.

Mots clés : Inertie politique, changement politique, bonne gouvernance

## **1. Introduction et présentation du problème**

Le développement d'un pays exige généralement du gouvernement qu'un ensemble d'éléments soient réunis. Ces éléments qui sont incontournables dans la construction d'un environnement propice qui favorise le développement partent avant tout du respect des pratiques de bonne gouvernance (mécanismes efficaces de lutte contre la corruption, sécurisation du territoire, bonnes pratiques en matière de développement socio-économique, etc.). Tout ceci passe par la mise en place d'un cadre réglementaire constitué des politiques publiques efficaces.

De ce fait, en dehors d'un tel cadre, le pays accuserait techniquement de grands dysfonctionnements et insuffisances institutionnels et serait caractérisé par des profondes défaillances gouvernementales. Ces défaillances qui se manifestent souvent à travers les pratiques institutionnelles et déterminant les résultats politiques handicapent considérablement la bonne gouvernance. Il est donc difficile qu'un pays dans un tel contexte atteigne le développement.

En général, pour les pays en développement accusant des défaillances gouvernementales, la plupart d'institutions d'appui au développement leur prescrivent un changement du cadre réglementaire. Plus particulièrement, elles préconisent que ces pays engagent un nombre important de réformes pour améliorer l'efficacité gouvernementale.

La RD Congo pour sa part, traverse une situation particulièrement déplorable relativement à sa gouvernance. Le pays accuse des graves défaillances qui nuisent considérablement à l'efficacité gouvernementale (Kuma, 2020). Étant un des pays les plus riches du monde en termes de ses ressources naturelles innombrables, le pays figure cependant sur la liste des pays les plus pauvres du monde en raison de son PIB.

Plusieurs chercheurs ont tenté d'expliquer ce paradoxe de plusieurs façons. Certains ont trouvé la faille dans l'inefficacité de son administration publique, d'autres ont évoqué des problèmes liés à des guerres civiles qui secouent le pays depuis plus de deux décennies, etc. Pour notre part, nous l'appréhendons par une dimension institutionnelle, plus spécifiquement, nous basons notre analyse sur l'absence de changement politique.

Nous considérons qu'en principe la politique d'un tel pays devrait s'inscrire dans une logique de réformes profondes pour transformer son destin, mettre en place un cadre réglementaire efficace qui favorise le développement et encourage les pratiques de bonne gouvernance. Mais paradoxalement, le constat sur plus d'une décennie démontre une absence des réformes importantes et une action politique caractérisée par une stabilité politique généralisée. Nous pensons que l'inertie politique qui caractérise certaines politiques publiques majeures produit un effet négatif sur l'efficacité gouvernementale, ce qui handicape sérieusement le développement du pays.

La période allant de 2011 à 2022 sera considérée comme délimitation temporelle dans cette recherche, tout simplement parce qu'elle marque la succession entre deux régimes politiques totalement opposés au pouvoir mais sans réel changement dans les politiques publiques considérées. En d'autres termes, une alternance politique a eu lieu mais avec comme point commun la continuité politique.

L'objectif principal de cette recherche est donc de comprendre le maintien de l'inertie politique pour mesurer son implication sur l'efficacité gouvernementale en RD Congo. En d'autres termes, qu'est-ce qui explique l'inertie politique depuis plus d'une décennie malgré son échec à promouvoir l'efficacité gouvernementale ?

De ce fait, nous analyserons pour la période de 2011 à 2022 l'évolution de six politiques majeures déterminant la gouvernance d'un pays qui correspondent aux six dimensions couvertes par les indicateurs mondiaux de la gouvernance (IMG) selon la typologie de la Banque Mondiale (Kaufmann et al, 2023).

Les indicateurs mondiaux de la gouvernance sont développés par la Banque Mondiale pour qualifier l'ensemble des domaines utilisés pour mesurer la gouvernance dans différents pays depuis 1996 (Kaufmann, 2010). Ces indicateurs regroupent six dimensions politiques de la gouvernance notamment : voix et redevabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, État de droit, contrôle de la corruption. Ces indicateurs mondiaux de la gouvernance en RDC sont au rouge. En d'autres termes, la situation de gouvernance en RDC est caractérisée par une inefficacité généralisée. La continuité des politiques publiques dans un tel contexte nous semble ne pas améliorer la situation mais plutôt la renforcer.

En nous basant sur la littérature du changement politique en science politique (Baumgartner et Jones. 2012, Hall et al.1997, etc.), nous considérons que l'alternance politique est un des facteurs créant des opportunités de changement mais n'est pas suffisant pour produire un changement politique majeur. Pour briser l'inertie politique d'autres alternatives que nous allons formuler dans cette recherche mériteraient d'être explorées.

Ce travail s'adresse à l'ensemble constitué de l'opinion publique et politique congolaise. Il constitue également une source importante de réflexion sur la situation politique en RD Congo. Il apporte une contribution importante à la compréhension de la question de la mauvaise gouvernance en RD Congo. L'angle du lien entre inertie politique et mauvaise performance gouvernementale sur la RD Congo a été quasiment peu ou pas exploré.

## **2. La démarche retenue**

La première partie de cette section présentera le cadre conceptuel qui apporte une précision sur les principaux concepts utilisés dans cette étude. Elle est suivie ensuite par un aperçu sur les approches de l'inertie et du changement politique. Enfin, nous présentons en dernière partie une brève méthodologie qui nous a servi à bien mener notre recherche.

## **2.1 Cadre conceptuel**

Cette partie présente la définition des concepts clés de cette recherche et ce à quoi ils font référence.

### a) Politique publique

Dans le cadre de cette recherche, une politique publique ou une action politique est définie comme « tout ce que le gouvernement choisit de faire ou de ne pas faire » (Dye, 1972). Dans ce sens, l'action ou l'inaction du gouvernement sont considérées comme une politique publique (Hugh Hecllo, 1974). En d'autres termes, si le gouvernement choisit de maintenir le statu quo ou décide de le faire évoluer, son action est considérée comme une politique publique.

### b) Inertie politique

L'inertie politique dans cette recherche correspond au manque de changement dans une politique publique (Rose et Davies, 1994).

### c) Efficacité gouvernementale

Dans le cadre de cette recherche, l'efficacité gouvernementale correspond à l'ensemble des aptitudes, capacités d'un gouvernement à atteindre les objectifs généraux de développement, à formuler des politiques et programmes efficaces qui contribuent de manière continue à l'amélioration des conditions économiques, sociales,

technologiques du pays en vue de la satisfaction de l'intérêt général (Kyriacou & Morral-Palacín, 2015).

## **2.2 Aperçu sur l'inertie et le changement politique**

La question du changement politique avec les débats qu'elle soulève constitue un des sujets majeurs en science politique, plus particulièrement dans le champ de l'analyse des politiques publiques où la plupart des études qui y consacrent leur objet l'abordent généralement en opposition à l'inertie politique. Les notions d'inertie et de changement politique sont donc des thèmes intimement liés en études politiques.

Pour les auteurs de l'approche du poids de l'inertie (Rose et Davies, 1994), les décideurs héritent plus qu'ils ne choisissent. Contredisant l'adage classique en science politique selon lequel « gouverner c'est choisir », ils affirment que « gouverner c'est hériter ».

En mettant l'accent dans leur recherche sur l'héritage institutionnel, leur étude examine comment sur de longues périodes de temps, les gouvernements passent le temps à gérer les programmes qu'ils héritent. Ces programmes s'inscrivent plus dans une logique de continuité que dans la rupture.

Leur étude suggère que les gouvernements ont plutôt tendance à confirmer les choix passés qu'innover par des réformes, car, les orientations décidées à un moment  $t-1$  ont des effets cumulés à  $t$ ,  $t+1$ .

Un autre angle de recherche montre que la continuité des politiques publiques peut aussi être maintenue grâce à la présence des joueurs de veto institutionnels à qui les institutions confèrent un pouvoir, par la règle de la majorité, qui défendent le statu quo et s'opposent aux possibilités de réformes (Tsebelis, 1995). Ces joueurs de veto sont compris comme un ensemble d'individus dont l'accord est nécessaire pour opérer un changement politique.

Les approches de l'incrémentalisme (Lindblom 1959) et de la dépendance au sentier (Pierson, 2000) quant à elles, mettent largement l'accent sur les obstacles au changement politique, insistant sur les éléments qui font qu'une politique publique connaisse rarement un changement ou n'en connaisse pas du tout.

Briser l'inertie politique nécessite alors une combinaison de plusieurs éléments. Mais généralement, les changements quand ils se produisent, ils sont plus souvent graduels et progressifs que la logique de la rupture radicale. Le changement politique graduel peut-être expliqué par le fait que le même ensemble d'acteurs dominants est impliqué dans le processus politique sur une très longue période (Howlett et Ramesh 1995).

Par ailleurs, le changement politique radical est susceptible de se produire à partir des « chocs externes » qui ouvrent des fenêtres d'opportunité (catastrophes naturelles, bouleversements socioéconomiques, guerres, élections, etc.), de l'apprentissage, du changement paradigmatique, par l'action des entrepreneurs politiques ou comme conséquence résultant de l'évolution des préférences ou des croyances des acteurs (Sabatier 1998 ; Hall 1993 ; Kingdon 1984 ; Howlett et Ramesh 1995 ; Baumgartner et Jones 2012).

Lorsqu'un système politique est résistant au changement, ceci peut être attribué aux forces d'ordre cognitif/idéologique de la coalition dominante ou du régime au pouvoir, aux règles institutionnelles, à la présence des joueurs de véto à qui la règle de majorité confère un pouvoir de s'opposer au changement au sein des institutions caractérisées par des relations d'asymétrie de pouvoir entre acteurs. Ces forces persistent dans la durée aussi longtemps qu'elles procurent un bénéfice optimal aux acteurs politiques qui les ont mises en place. L'inertie de certaines politiques publiques bénéficie donc de la position importante qu'occupent leurs défenseurs au sein des institutions.

Les coalitions qui cherchent à opérer un changement dans l'idéologie de la coalition dominante pour aboutir au changement doivent détenir les aptitudes nécessaires et exploiter les fenêtres d'opportunité qui s'ouvrent.

Il s'agira également de mobiliser différentes ressources des acteurs en question pour amener des problèmes à l'agenda politique de la coalition au pouvoir même dans un contexte où ceux-ci sont à l'encontre de leur volonté.

Ce corpus de littérature est pertinent à notre étude car il facilite notre compréhension du maintien de l'inertie politique dans des contextes variés et expose de quelles manières le changement politique est susceptible de s'opérer.

### **2.3. Méthodologie de recherche**

#### *Recueil et analyse des données*

Pour atteindre l'objectif de notre recherche qui est de comprendre le maintien de l'inertie politique pour mesurer son implication sur l'efficacité gouvernementale en RD Congo, nous avons adopté une démarche qualitative sollicitant l'apport de sources issues du champ d'analyse des politiques publiques particulièrement, et de la science politique en général.

La consultation de la littérature en analyse des politiques publiques nous a permis à la fois de pouvoir cerner les contours relatifs aux thématiques d'inertie et de changement politique et d'avoir une vaste compréhension des enjeux qu'ils soulèvent.

En dehors de la littérature scientifique, nous avons également consulté les publications des institutions telles que la Banque Mondiale et le FMI sur la question du développement en RD Congo. D'autres sources comprennent des rapports du gouvernement congolais, ainsi qu'une webographie relative à notre cas d'étude.

Ces sources d'informations ont enrichi notre compréhension de la problématique de l'efficacité gouvernementale en RD Congo et des défaillances gouvernementales qui la caractérisent.

### **3. Résultats**

La plupart des approches de politiques publiques qui s'intéressent au changement politique postulent l'occurrence du changement politique majeur à travers les chocs externes. Ces derniers incluent : l'élection, les catastrophes naturelles, les pandémies, les guerres, les crises financières, etc.

Dans le cadre de cette recherche, des élections ont eu lieu, aboutissant à une alternance politique entre deux partis politiques idéologiquement opposés mais sans changement majeur dans les politiques publiques. En d'autres termes, les élections comme choc externe, censées fournir une opportunité de changement politique, ont donné lieu à une continuité politique.

De manière générale, la littérature sur le changement politique identifie deux types de changements. Le premier type de changement est incrémental et le deuxième type de changement est radical (produit des effets et des transformations profondes). Le changement auquel nous faisons allusion dans cette étude fait référence au deuxième type de changement.

Nous questionnons le manque de changement radical dans les politiques jugées inefficaces, importantes pour promouvoir l'efficacité gouvernementale.

### **3.1 Dépendance au sentier de l'action politique en RD Congo**

La dépendance au sentier repose sur la notion selon laquelle les décisions politiques du passé limitent les possibilités de changement dans le futur. Elle préconise qu'il devient de plus en plus difficile de changer la direction générale des trajectoires politiques une fois que les paradigmes politiques des décisions antérieures sont intégrés dans les structures et discours institutionnels (Pierson, 2000).

Dans la plupart de cas, les acteurs politiques, une fois qu'ils adoptent une alternative, il est très probable de voir se constituer des effets de verrouillage (lock-in) qui empêchent de sortir de l'alternative retenue initialement même en cas d'alternative bien meilleure que celle existante. Les rendements croissants et les effets des retours positifs (positive feedbacks) vont contribuer à accentuer la continuité dans la durée et sur une longue temporalité.

### ***3.1.1 Dimension historique : héritage institutionnel***

Le poids de l'histoire joue un rôle important dans la compréhension de la situation politique en RD Congo. Les choix effectués dans le passé ont un impact sur le présent. L'ensemble des institutions, des structures politico-administratives et des pratiques inefficaces (corruption, anarchie, opacité, mauvaise gouvernance, etc.) qui caractérisent l'action politique actuelle en RD Congo sont issues d'un héritage des régimes précédents. Avec le temps, ces pratiques se sont institutionnalisées puis intégrées dans les structures officielles et ont mis en place un verrouillage. Dans ce sens, plus les années ont passé, plus il devient difficile de sortir du sentier tracé.

### ***3.1.2 Contexte institutionnel : rôle des institutions***

Les institutions jouent un rôle important dans la compréhension des résultats politiques. L'analyse des institutions permet de comprendre comment celles-ci contribuent à forger, structurer, voire déterminer les décisions politiques. En RD Congo, le poids institutionnel constitue une réponse majeure aux trajectoires différentes empruntées par les politiques publiques. La faiblesse des institutions notamment dans le secteur de la justice a largement contribué à la situation que le pays traverse aujourd'hui. Les règles formelles censées façonner positivement le comportement des acteurs ont plutôt favorisé l'impunité et d'autres antivaleurs qui contribuent à plonger le pays dans un état de défaillance.

Malgré les défaillances gouvernementales, une inertie politique généralisée est observée. Les effets néfastes de l'inertie politique en RD Congo dont il est question dans cette étude sont démontrés à travers les six domaines des indicateurs mondiaux de la gouvernance.

### **3.2 Présentation de l'évolution des indicateurs mondiaux de la gouvernance en RD Congo**

Les indicateurs mondiaux de la gouvernance constituent un terme développé par la Banque Mondiale pour qualifier l'ensemble des domaines utilisés pour mesurer la gouvernance dans différents pays depuis 1996 (Kaufmann, 2010). Ces indicateurs regroupent six dimensions politiques de la gouvernance notamment : voix et redevabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, État de droit, contrôle de la corruption.

Avant de passer au point suivant, faisons un aperçu de la situation en RD Congo au regard des indicateurs mondiaux de la gouvernance :

#### ***3.2.1 Voix citoyenne et redevabilité***

Cette dimension des IMG concerne la promotion de la liberté d'expression des citoyens et la redevabilité des autorités. Elle s'interroge dans quelle mesure les citoyens participent réellement au choix de leurs gouvernants, que ce soit par la voie de leur liberté d'expression, d'association ou encore celle des médias, sans oublier le droit de vote.

En République démocratique du Congo, la liberté d'expression n'est pas totalement garantie. Ceci s'exprime souvent par le traitement répressif et le silence infligés aux opposants du régime au pouvoir en place ainsi que la censure des médias opposants. L'espace des libertés d'expression s'était rétréci davantage en 2023 avec la promulgation d'une loi du Code du numérique qui prévoit une peine maximale de six mois d'emprisonnement pour la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux ou par d'autres moyens de communication électroniques (Amnesty International, 2023). Le plus inquiétant est de constater que la fausseté d'une information est déterminée par une justice majoritairement politisée.

État de lieu :

On assiste à l'intimidation par le pouvoir des journalistes et analystes d'opposition dont le discours et l'image véhiculés à propos des questions politiques locales ne concordent pas complètement avec les attentes du gouvernement en place. Ceci est d'autant plus valable pour le régime passé que pour le régime présent qui lui est le successeur.

Plusieurs violations à la liberté d'expression ont été recensées en RD Congo. Le réseau international des journalistes (2023) rapporte plus d'une centaine de cas d'arrestations des journalistes et professionnels des médias victimes des menaces et violences physiques ainsi que des émissions politiques interdites.

Dans le même sens, Human Rights Watch (2024) a répertorié dans un ordre chronologique un ensemble de violations liées à la liberté d'expression dont est coupable le gouvernement congolais durant les récents mois.

Ces dénonciations dépeignent approximativement l'image de la dimension voix et redevabilité en RD Congo, et exposent en même temps la nécessité impérieuse d'une amélioration qui doit passer par des réformes d'envergure liées à cette dimension.

### ***3.2.2 Stabilité politique et absence de violence***

La stabilité politique et l'absence de violence renvoient à la perception de la probabilité selon laquelle le gouvernement pourrait être déstabilisé, renversé soit par des moyens constitutionnels, soit par la violence. Cette forme de violence pourrait être soit politique soit exprimée par le terrorisme.

La RD Congo connaît une très longue guerre civile avec la présence de plus de 120 groupes armés attirés par les ressources minières que le pays dispose. La faiblesse et la complaisance des politiques publiques dans ce secteur constituent des facteurs de violences et d'instabilité (Hanai, 2021).

État de lieu :

L'ambiguïté et l'incohérence caractérisent l'action politique du gouvernement congolais sur la question liée à la gestion du conflit armé alimenté par des groupes armés dans l'est du pays, notamment le groupe M23, ses alliés et le reste des mouvements d'auto-défense.

Des observateurs avisés estiment complaisante l'attitude du gouvernement congolais vis-à-vis de la recrudescence de ces conflits qui favorisent un climat d'instabilité généralisée dans des zones concernées (Groupe d'Étude sur le Congo, 2022). On dénote depuis plus d'une décennie, une défaillance dans l'organisation et la structuration de l'appareil sécuritaire et une inefficacité généralisée dans la provision des moyens de sécurisation des frontières du pays. Ceci concerne notamment les ressources de dissuasion adéquates (matériels de guerre, formation adéquate des forces armées ainsi que sa prise en charge, stratégie de guerre appropriée, etc.) mises en place par le gouvernement congolais pour véritablement mettre fin à la spirale des conflits armés.

Une politique qualifiée par plus d'un, « d'essai et erreur » a récemment conduit le gouvernement congolais à adhérer à l'EAC (East African Community), avant d'y sortir quelques mois plus tard. Les experts de la région d'Afrique des grands lacs avaient déjà prévenu le gouvernement congolais des conséquences d'une telle adhésion, y voyant une accumulation des forces étrangères aux intérêts hétérogènes et divergents, aux antipodes de ceux de la RD Congo (Baromètre sécuritaire du Kivu, 2022).

Les critiques ont relevé des directives contradictoires au sein de cette communauté, qui ont eu comme conséquence, une exacerbation de l'instabilité et une dégradation de conditions sociales de la population des zones touchées par les conflits. Toute cette cacophonie contribue à entretenir un climat défavorable à la promotion d'une stabilité durable (Machozi, 2023).

### ***3.2.3 Efficacité des pouvoirs publics***

L'efficacité des pouvoirs publics fait référence à l'efficacité du gouvernement, la qualité des services publics et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation et de mise en œuvre des politiques ainsi qu'à la crédibilité de l'engagement du gouvernement à ces politiques.

En RD Congo, une inefficacité du gouvernement doublée d'une politisation des institutions publiques sont depuis observées (Stearns, 2022).

État de lieu :

La politisation et la tribalisation de toutes les sphères des institutions publiques ont installé une dynamique qui a sacrifié la méritocratie sous l'autel des intérêts politiques. Ces pratiques systémiques héritées des régimes précédents et à leur paroxysme sont devenues un obstacle à une gouvernance efficace du secteur public.

### ***3.2.4 Qualité de la réglementation***

La qualité de la réglementation concerne la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques pour développer le secteur privé. La qualité de réglementation est inefficace et constitue un handicap au développement de la RD Congo.

On a assisté ces dernières années à une multiplication des appels au renouvellement de ce cadre de réglementation de la part des institutions d'appui au développement, notamment la Banque Mondiale et le FMI (Hanai, 2021).

Les récentes enquêtes d'opinion d'African micro data library (2021) ont révélé que la population estime que la qualité des services publics dans leur globalité laisse à désirer. L'opinion publique congolaise considère les services essentiels tels que la santé, le transport, la protection sociale, l'éducation, le logement, etc. comme accusant des défaillances importantes et constituant un handicap au développement du secteur privé.

### ***3.2.5 État de droit***

L'État de droit fait référence à l'égalité entre les pouvoirs publics et les citoyens. Il signifie que les pouvoirs publics doivent exercer leurs fonctions selon les balises définies par un ensemble de normes juridiques.

Il concerne la confiance des citoyens dans les règles de la société, le caractère exécutoire des contrats, l'équité, l'équité du processus judiciaire, les droits de propriété, la confiance dans le système juridique ainsi que dans des cours et tribunaux.

En ce qui concerne la RD Congo, le pays figure parmi les pays où les droits des citoyens ne sont pas totalement garantis. Pour parler véritablement d'un état de droit, le principe selon lequel « Nul n'est au-dessus de la loi » doit être de mise. Les obligations qui émanent de l'État doivent être officielles, impersonnelles, impératives et sanctionnables.

État de lieu :

Dans une récente interview, le Président de la République lui-même faisait un état de lieu du système judiciaire. Il a par la suite présenté le tableau sombre d'un système judiciaire congolais complètement dysfonctionnel, avant de conclure par une déclaration choc : « la justice Congolaise est malade ! » (Politico.cd, 2024).

Par ailleurs, le constat qui en ressort suggère que cette maladie dure depuis plusieurs années et se nourrit du manque des réformes profondes du système judiciaire, qui du reste, n'est pas incurable.

Dans le même ordre d'idée, les enquêtes d'opinions d'Afrobarometer (2019), ont révélé le même constat macabre au sujet de la situation de l'état de droit. Le cas de la RD Congo qui demeure particulièrement préoccupante suggère que l'appareil judiciaire, organe censé dire garantir l'égalité des droits entre citoyens, est caractérisé par des dysfonctionnements majeurs.

D'autres rapports des ONG et d'autres organismes d'appui à la démocratie ont relevé des irrégularités importantes qui caractérisent des dossiers judiciaires (des arrestations arbitraires, des accusés emprisonnés sans procès, des jugements motivés par la corruption, l'intimidation ou le tribalisme, etc.). L'opinion publique congolaise tout comme des investisseurs étrangers sont méfiants et affirment qu'ils ont moins confiance dans la capacité des institutions judiciaires de la RD Congo de dire le droit de façon équitable (Malukisa Nkuku, 2021).

### ***3.2.6 Contrôle de la corruption***

Cette dimension des indicateurs mondiaux de la gouvernance concerne généralement l'efficacité des politiques et moyens que le gouvernement met en place pour contrôler la corruption. Elle scrute comment les pouvoirs publics contrôlent la corruption dans le pays. Son but consiste à examiner les mécanismes que l'État utilise pour contrôler la corruption et mesurer dans quelle mesure ils contribuent à la promotion de l'efficacité dans la gouvernance du pays.

La RD Congo figure parmi les pays les plus corrompus du monde et occupe depuis un moment la 162<sup>e</sup> place sur 180 selon le récent classement de l'organisme Transparency International, (2023).

La corruption et le détournement sont devenus un sport national en RD Congo, et de manière générale, le gouvernement n'a pas été en mesure d'éradiquer ce fléau qui nuit sérieusement à son efficacité.

Quelques cas récents de corruption et détournements par ordre chronologique incluent plusieurs projets gouvernementaux :

- Détournement et corruption dans l'affaire du parc agroindustriel de Bukanga-Lonzo en 2014 (Farmlandgrab.org, 2021). Cette affaire représente l'un de plus grands fiascos de détournement du règne du président Joseph Kabila.

- Détournement des fonds alloués à la riposte contre la maladie à virus Ebola en 2020 (Lacroix, 2022). Dans cette affaire, l'ex-ministre de la Santé avait été accusé d'avoir détourné un montant de 40 millions de dollars américains octroyés par l'ONU pour aider le pays à faire face aux urgences sanitaires dans le cadre du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF).
- Corruption dans le programme des 100 jours (RFI, 2020). Le cabinet du président de la République a été accusé d'avoir détourné une somme globale de 57 millions de dollars entre mars 2019 et janvier 2020, un scandale sans précédent dans l'histoire du pays.
- Détournement de fonds de lutte contre la Covid-19 en 2021 (Lacroix, 2022) : la Cour des comptes de la RD Congo avait établi que sur les 50,7 millions de dollars décaissés par le FMI pour lutter contre la pandémie de Covid-19, un peu plus de 31 millions ont été redistribués de manière opaque, sans respect des procédures, sans justification.
- Scandale de détournement de la taxe RAM en 2022 (La libre Afrique, 2021). Un détournement des frais perçus dans le cadre de la redevance sur la téléphonie mobile appelée Registre des Appareils Mobiles (RAM). La famille du président de la République est accusée d'avoir détourné au total, près de 266 millions de dollars.
- Détournement des fonds alloués à l'organisation du championnat de football scolaire d'Afrique en RD Congo en 2022 (Jeune Afrique, 2022). Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique en RD Congo a été accusé

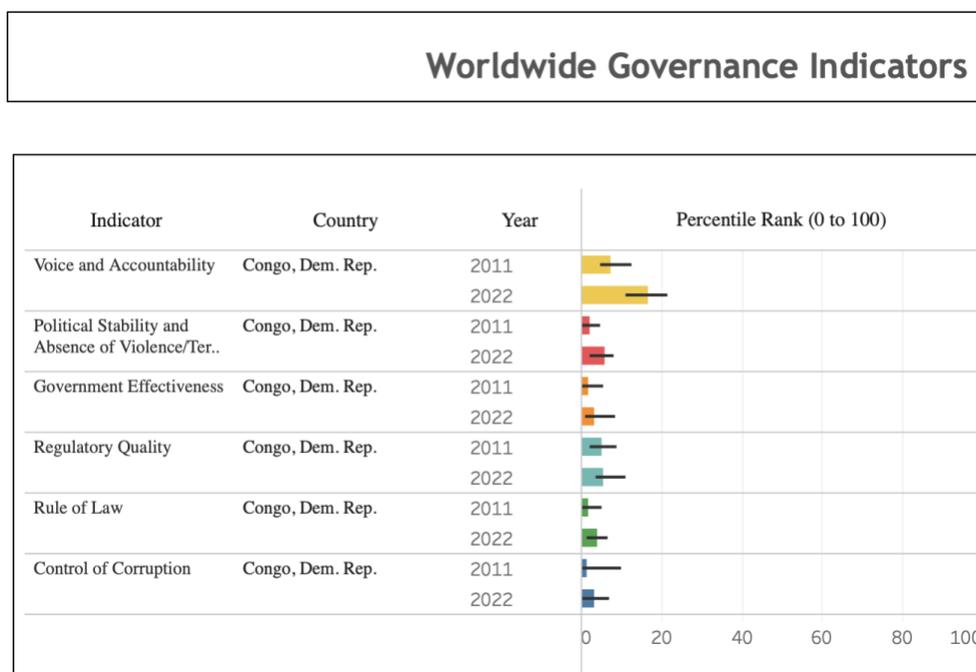
pour corruption dans une affaire de détournement d'au moins 400 000 dollars américains alloués à l'organisation du premier championnat de football scolaire d'Afrique.

- Etc.

Il est à noter que la majorité de protagonistes cités dans ces affaires de corruption et détournements en sont sortis impunis. Ils sont pour la plupart bénéficiaires soit d'une grâce présidentielle soit innocentés de façon très discutable. La majorité des institutions publiques, notamment judiciaires et administratives ont fait de « l'apaisement symbolique » le moyen par excellence pour amadouer l'indignation de l'opinion publique contre la mégestion du pays et ainsi fragiliser ses mobilisations.

Ces affaires de corruption nuisent sérieusement au développement du pays, plonge la population dans une situation socio-économique calamiteuse généralisée comme le démontre les observations de Kodila O. (2013) et du baromètre sécuritaire du Kivu (2021).

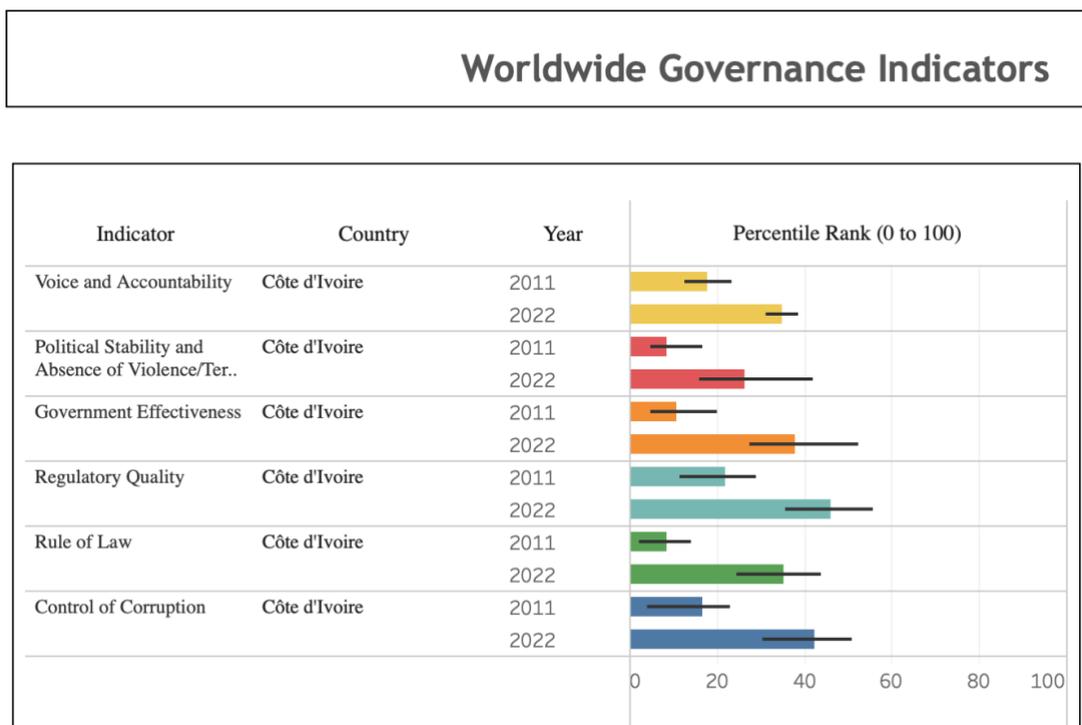
**Figure 3.2.7 : Indicateurs mondiaux de la gouvernance en RD Congo**



Source : Banque Mondiale (2023)

Le tableau démontre l'état de la gouvernance en RD Congo. Dans l'ensemble de ces six dimensions couvertes par les indicateurs mondiaux de la gouvernance (voix et redevabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, État de droit, contrôle de la corruption), les scores ne dépassent pas la barre de 20 sur une échelle de 0 à 100. Nous pensons qu'il y a un lien direct entre la mauvaise performance gouvernementale et le manque de changement dans les politiques publiques en RD Congo.

**Figure 3.2.8 : Indicateurs mondiaux de la gouvernance en Côte d'Ivoire**



Source : Banque Mondiale (2023)

Ce tableau montre à titre indicatif l'évolution des IMG de la Côte d'Ivoire, un pays en contexte de post conflit, qui a connu une situation presque similaire à celle de la RD Congo. A la différence de la RD Congo caractérisée par une instabilité politique généralisée, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes importantes qui ont eu un effet important sur l'efficacité gouvernementale.

Ceci s'exprime par la variation ascendante des scores dans les six dimensions politiques couvertes par les indicateurs mondiaux de la gouvernance. En une décennie, les scores de la majorité des IMG de moins de 20 avoisinent le score 40 sur une échelle de 0 à 100.

Pour une brève explication, les scores attribués à chacune de ces six dimensions reliées aux politiques publiques représentent la somme des efforts efficaces ou moins efficaces que le gouvernement a consenti tout au long de la période prise en compte pour encadrer les secteurs considérés.

### **3.3 Efficacité gouvernementale en RD Congo : effets**

Nous établissons un lien direct entre la mauvaise performance gouvernementale et le manque de changement dans les politiques publiques en RD Congo. De la même manière qu'un cadre réglementaire efficace peut expliquer la bonne performance gouvernementale dans un pays en situation post conflit comme la Côte d'Ivoire, engager des réformes dans les domaines couverts par les indicateurs mondiaux de la gouvernance constitue l'issue la plus importante pour améliorer l'efficacité gouvernementale en RD Congo.

L'inertie politique qui est devenue systémique produit un effet négatif sur l'efficacité gouvernementale en RD Congo. La continuité des politiques publiques dans un tel contexte nous semble ne pas améliorer la situation de l'inefficacité gouvernementale mais plutôt la renforcer. La nécessité d'un changement politique majeur s'impose donc pour améliorer les scores obtenus dans différents domaines couverts par les indicateurs mondiaux de la gouvernance et promouvoir un environnement propice au développement.

Dans le même sens, plusieurs appels des institutions d'appui au développement notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque Mondiale ou l'Association internationale de développement (IDA), ont à leur tour invité l'État congolais à engager des réformes importantes pour améliorer la qualité de sa gouvernance dans des secteurs principaux touchant à la vie sociale (voir Mbuyi C. T, 2011 ; Bennet & Taiwo, 2017 ; Radley & Geenen, 2021).

Les réformes dont il est question consisteront en la mise en place des mécanismes rigoureux de contrôle et de lutte contre la corruption, la modernisation de la gestion des finances publiques, l'établissement de l'État de droit, le renforcement de la transparence, la sécurisation efficace des frontières et la stabilisation du pays, la facilitation de l'accès à l'éducation, etc.

#### **4. Conclusion**

La RD Congo dispose de grandes potentialités économiques suffisamment capables de la placer dans un développement rapide. Le pays dispose de plus de 70% de réserves mondiales de cobalt, de grandes réserves de coltan et de cassitérites, des ressources hautement demandées pour la transition énergétique globale. Il possède la deuxième plus grande forêt tropicale du monde avec une grande partie du bassin du Congo, un grand potentiel hydroélectrique et des vastes terres arables. Les historiens ont appelé la RD Congo « scandale géologique » à cause de ses innombrables richesses.

Cependant, la disparité entre les richesses dont elle dispose et la situation inquiétante de pauvreté en lien avec son PIB, dans laquelle elle se trouve soulève des questions et a suscité notre curiosité.

Pour comprendre ce paradoxe, nous nous sommes intéressés à la dimension institutionnelle afin de saisir le lien entre la qualité des politiques publiques et la performance gouvernementale.

Notre analyse montre que le manque de changement dans les politiques publiques du gouvernement constitue une problématique importante pour expliquer l'inefficacité gouvernementale.

Le système étatique congolais dans son ensemble est caractérisé par de très importantes défaillances gouvernementales et nécessite des réformes majeures dans presque tous les secteurs clés de la gouvernance.

Nous avons pris pour délimitation temporelle de cette recherche, la période allant de 2011 à 2022. Cette période marque la succession entre deux régimes politiques totalement et idéologiquement opposés au pouvoir mais sans réel changement dans les politiques publiques considérées. En d'autres termes, une alternance politique a eu lieu mais avec comme point commun la continuité politique.

De ce fait, nous avons analysé l'évolution de six politiques majeures déterminant la gouvernance d'un pays qui correspondent aux six dimensions couvertes par les indicateurs mondiaux de la gouvernance (IMG) selon la typologie de la Banque Mondiale (Kaufmann et al, 2023).

Comme nous l'avons démontré dans le point précédent, ces indicateurs mondiaux de la gouvernance en RDC sont au rouge. Ils suggèrent que la RD Congo accuse des défaillances très profondes de manière généralisée. La continuité des politiques publiques dans un tel contexte nous semble ne pas être la solution adaptée face à une telle problématique.

Cela étant, nous avons questionné ce qui explique le maintien de l'inertie politique depuis plus d'une décennie malgré son échec à promouvoir l'efficacité gouvernementale. En d'autres termes il s'est agi de comprendre l'inertie politique afin d'expliquer l'efficacité gouvernementale.

En mobilisant la littérature sur l'inertie et le changement politique en science politique, il s'est dégagé que le maintien de l'inertie politique est d'abord un choix rationnel des acteurs politiques qui en tirent des bénéfices. Pour ce faire, ils vont chercher à la maintenir le plus longtemps possible pour maximiser leurs préférences (Hall, 1993).

D'autre part, l'inertie politique découle de la dépendance au sentier de l'action politique du gouvernement (Pierson, 2000). Dans cette perspective, les décisions politiques qui ont été prises dans le passé limitent les possibilités de changement politique dans le présent. Cette dimension souligne l'importance de la temporalité et de l'histoire dans la compréhension des processus politiques et des résultats. En d'autres termes, il devient de plus en plus difficile de changer la direction générale des trajectoires politiques une fois que les paradigmes politiques des décisions antérieures sont intégrés dans les structures et discours institutionnels.

Pour le cas de la RD Congo, l'héritage institutionnel et le contexte historique de l'action politique sont pris en compte dans la compréhension de ces défaillances et l'inefficacité gouvernementales.

Le régime actuel a hérité du régime qu'il a succédé un ensemble d'institutions et des pratiques délictueuses notamment la corruption, les détournements, l'opacité dans la gestion, un système judiciaire très politisé, etc. (Kodi, 2008 ; Callaway, 2018). Tous ces éléments contribuent à renforcer l'inertie politique et ont un effet néfaste sur la qualité de la gouvernance de façon générale. Ainsi des réformes profondes et un cadre réglementaire renouvelé sont vivement préconisés.

Quant au changement politique majeur, il se produit généralement lors de chocs externes comme le préconisent les approches sur le changement politique (Baumgartner et Jones. 2012, Hall et al.1997, etc.). Ces chocs externes correspondent aux moments décisifs où le changement est plus susceptible de se produire, comme lors des élections, des catastrophes naturelles, de pandémies ou des guerres, etc.

La compréhension de cette littérature dans cette recherche suggère que l'alternance politique étant un des facteurs capables de créer des opportunités de changement n'a pas été suffisant pour produire un changement politique majeur.

Nous pensons que pour améliorer son efficacité gouvernementale et la qualité de sa gouvernance en général, la RD Congo devrait s'inspirer des modèles de gouvernance des pays en développement qui se sont bien distingués et avec lesquels elle partage des similarités historiques. Elle peut tirer des leçons du cas de la Côte d'Ivoire qui a connu

une longue période d'instabilité suite à la guerre, ou de l'Éthiopie dont la gouvernance défailante s'est nettement améliorée au cours de la dernière décennie.

Dans cette perspective, nous nous appuyons sur les travaux de Dolowitz et Marsh (1996) qui préconisent le recours au transfert politique. Il s'agit d'une pratique consistant à importer, à cause de leur efficacité, les politiques publiques, les institutions ou les instruments politiques, les techniques administratives d'un autre pays qui a fait face aux enjeux similaires.

Pour le cas de la RD Congo, des alternatives situées à deux différents niveaux méritent alors d'être explorées et sont nécessaires pour briser l'inertie politique. C'est notamment :

- Au niveau des acteurs politiques du régime au pouvoir et des organisations supranationales : les transferts politiques volontaire et coercitif sont préconisés. Le transfert politique volontaire fait intervenir la volonté des acteurs politiques concernés. Il devrait être une action à mener de l'initiative du régime au pouvoir en RD Congo dont le discours sur le changement a caractérisé les promesses électorales.

Dolowitz et Marsh (1996) montrent que les acteurs politiques peuvent recourir au transfert volontaire de politiques publiques lorsqu'ils sont insatisfaits du statu quo ou des échecs politiques. Cette insatisfaction du statu quo est aussi démontrée à travers les manifestations de l'opinion publique. Dans ce sens, il est présumé que lorsque les

politiques du gouvernement fonctionnent bien, il n'y aura pas un besoin de chercher des leçons ailleurs ('lesson drawing') (Rose, 1991). Tout fonctionne alors sur la routine, mais lorsque la routine arrête de donner des solutions aux problèmes de la société, les leçons peuvent être cherchées ailleurs pour opérer un changement politique.

Par contre, le transfert politique coercitif, à la différence du premier, fait intervenir une contrainte des institutions supranationales ou d'autres entités dotées des pouvoirs qui imposent leur vision du monde sur le pays concerné. Cette option peut également être un moyen efficace pour garantir une amélioration contraignante de l'efficacité gouvernementale en RD Congo. Elle revient aux organisations supranationales telles que la Banque Mondiale, le FMI ainsi que d'autres grands partenaires du développement en RD Congo. Ainsi, ces institutions peuvent imposer un changement majeur dans les politiques publiques en imposant un cadre réglementaire général dans les secteurs clés de la gouvernance afin de promouvoir les pratiques efficaces qui consolident le développement.

- Au niveau de l'opinion publique et politique : des mobilisations de grande envergure de l'opinion publique et politique sont recommandées. A cet effet, Sabatier (1998) montre l'importance des coalitions de cause dans la recherche du changement politique dans un système. Ces coalitions de cause sont constituées des acteurs provenant d'un univers diversifié et d'une multitude d'institutions (leaders de groupes d'intérêt, agences administratives officielles, médecins, législateurs, chercheurs et journalistes,

opinion publique, etc.) qui partagent un système de croyances lié à l'action publique et qui s'engagent dans un effort concerté afin de traduire des éléments de leur système de croyances en une politique publique. Ces coalitions de cause dont la croyance principale est de faire évoluer le statu quo pourrait contribuer à produire le changement politique en RD Congo.

Dans le contexte actuel, un rapport de force acharné engagé par les coalitions de cause pour exiger le changement politique est susceptible d'aboutir aux résultats positifs. Cette action devrait être combinée aux autres initiatives identifiées précédemment, sans quoi, l'inertie politique risque de s'étendre dans la durée dans une logique de continuité.

Étant donné que l'état de la gouvernance de la RD Congo laisse à désirer comme nous l'avons démontré à travers les indicateurs mondiaux de la gouvernance, le renouvellement du cadre réglementaire devra mettre en place des mécanismes rigoureux de lutte contre la corruption, une amélioration continue des conditions de vie de la population, la stimulation des investissements intérieurs, une justice impartiale et équitable, assurer l'accès à la santé et à l'éducation, les conditions adéquates pour réduire la pauvreté, etc.

## Bibliographie

1. African micro data library (2021). *Enquête avec questionnaire unifié à indicateur du bien être en RD Congo*. [En ligne]. Disponible à : <https://microdata-catalog.afdb.org/index.php/catalog/16>
2. Afrobarometer (2019). *Better but not good enough? How Africans see the delivery of public services*. [En ligne] Disponible à : <https://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.afrobarometer.org/wp>
3. Amnesty International (2023). *République Démocratique du Congo*. [En ligne] Disponible à : <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/east-africa-the-horn-and-great-lakes/democratic-republic-of-the-congo/report-democratic-republic-of-the-congo/>
4. Banque Mondiale (2023). *WGI-Interactive Data* [En ligne]. Disponible à : <https://info.worldbank.org/governance/wgi/Home/Reports>
5. Baromètre sécuritaire du Kivu (2021). « Cartographie des groupes armés dans l'est de la République Démocratique du Congo ». Opportunités manquées, insécurité prolongée et prophéties auto-réalisatrices.
6. Bennet, A., & Taiwo, E. (2017). « L'implication des puissances régionales en République Démocratique du Congo ». *Géographie politique*, 45.
7. Callaway, A. (2018). *Powering down corruption*. The Enough Project, 1-28. Congo.

Disponible à : <https://www.afrobarometer.org/countries/>

8. Farmlandgrab.org (2021). Bukanga Lonzo, fiasco, enquêtes et polémiques. [En ligne] Disponible à : <https://www.farmlandgrab.org/post/30130-bukanga-lonzo-fiasco-enquetes-et-polemiques>
9. Groupe d'Étude sur le Congo, 2022. « Conflit violent ». Découvrir et comprendre les protagonistes de la violence qui affecte des millions de Congolais
10. Hall, Peter A., et Rosemary C. R. Taylor. 1997. « La science politique et les trois néo- institutionnalismes ». *Revue française de science politique* 47(3) : 469-96.
11. Hall, Peter. 1993. « Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The Case of Economic Policymaking in Britain ». *Comparative Politics* 25(3): 275-96.
12. Hanai, K. (2021). "Conflict minerals regulation and mechanism changes in the DR Congo". *Resources Policy*, 74, 102394.
13. Hecló, Hugh. 1974. *Modern Social Politics in Britain and Sweden: From Relief to Income Maintenance*. New Haven, London: Yale University Press.
14. Howlett, Michael, et M Ramesh. 1995. *Studying Public Policy: Policy Cycles and Policy Subsystems*. Toronto; New York: Oxford University Press.  
<https://ijnet.org/fr/story/rd-congo%C2%A0-l%E2%80%99exercice-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse-ne-s%E2%80%99am%C3%A9liore-pas>  
<https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/democratic-republic-congo>

- <https://www.la-croix.com/Monde/RD-Congo-400-000-dollars-detournes->
15. Human Rights Watch (2024). République Démocratique du Congo- Évènements de 2023. [En ligne] Disponible à :
  16. Jeuneafrique (2022). « RDC : 400 000 dollars disparus au ministère de l'Enseignement ». [En ligne] Disponible à :  
<https://www.jeuneafrique.com/1332662/politique/rdc-400-000-dollars-disparus-au-ministere-de-lenseignement/>
  17. Jones, Bryan D., et Frank R. Baumgartner. 2012. *From There to Here: Punctuated Equilibrium to the General Punctuation Thesis to a Theory of Government Information Processing*. Policy Studies Journal 40(1): p. 1-20.
  18. Kaufmann, D., & Aart Kraay (2023). *Worldwide Governance Indicators*, 2023. Update (www.govindicators.org), Accessed on 10/19/2023.
  19. Kingdon, J. W., & Stano, E. (1984). *Agendas, alternatives, and public policies* (Vol. 45, pp. 165-169). Boston: Little, Brown.
  20. Kodi, M. (2008). *Corruption et gouvernance en RDC durant la transition (2003-2006)*. Institute for Security Studies Monographs, 2008(153), 124.
  21. Kodila O. (2013). « Anatomie de la corruption en RDC ». Munich personal Repec archive
  22. Kuma, J. K. (2020). « Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : état des lieux, analyses et perspectives.

23. Kyriacou, A. P., & Morral-Palacin, N. (2015). *Secessionism and the Quality of Government: Evidence from a Sample of OECD Countries*. *Territory, Politics, Governance*, 3(2), 187-204.
24. Lacroix (2022). « RD Congo : 400 000 dollars détournés par le ministère responsable de l'enseignement ». [En ligne] Disponible à :
25. Lalibre Afrique (2021). « RD Congo : la famille Tshisekedi embarrassée par le scandale sur la taxe RAM ». [En ligne] Disponible à :  
<https://afrique.lalibre.be/66670/rdcongo-la-famille-tshisekedi-embarrassee-par-le-scandale-sur-la-taxe-ram/>
26. Lindblom, Charles. 1959. *The Science of Muddling Through*. *Public Administration* 19: 79.
27. Machozi, D. B. (2023). « Incidence socio-économique de la guerre du Mouvement du 23 mars sur les ménages de la ville de Goma, et pistes de sortie ».
28. Malukisa Nkuku, (2021). Lutte contre la grande corruption en RDC avec Félix Tshisekedi au sommet de l'État : une justice à deux vitesses. In *Conjonctures de l'Afrique centrale 2021/Ndayiragije, Réginas [edit.]; et al. (pp. 107-130)*.
29. Mazalto, M., 2008. *La réforme du secteur minier en République démocratique du Congo : enjeux de gouvernance et perspectives de reconstruction*. *Afrique contemporaine*, (3), pp. 53-80.
30. Mbuyi, C. T. (2011) « Évolution de la pauvreté en République démocratique du Congo »

31. Pierson, Paul. 2000. *Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics*. *American Political Science Review* 94(2): 251-67
32. Politico.cd, (2024). « RDC : Félix Tshisekedi critique la justice « malade » sur la détention du journaliste Stanis Bujakera ». [En ligne] Disponible à : <https://www.politico.cd/actualite/encontinu/2024/02/23/rdc-felix-tshisekedi-critique-la-justice-malade-sur-la-detention-du-journaliste-stanis-bujakera.html/156403/>
33. Radley & Geenen (2021). « Struggles over value: corporate–state suppression of locally led mining mechanisation in the Democratic Republic of Congo. *Review of African Political Economy*, 48(168), 161-177. Republic of Congo ». [En ligne] Disponible à : <https://www.transparency.org/en/countries/democratic-republic-of-the-congo>
34. Réseau international des journalistes (2023). « RD Congo : l'exercice de la liberté de la presse ne s'améliore pas ». [En ligne] Disponible à :
35. RFI (2020). « Programme des 100 Jours : Vital Kamerhe sur le banc des accusés ». [En ligne] Disponible à : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200510-rdc-proc%C3%A8s-vital-kamerhe-programme-100-jours-banc-accus%C3%A9s>
36. Rose, R. (1991). « What is lesson-drawing? *Journal of public policy* » 11(1), 3-30.
37. Rose, R., & Davies, P. L. (1994). « Inheritance in public policy: Change without choice in Britain ». Yale University Press.

38. Sabatier, Paul A. 1998. « The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe ». *Journal of European Public Policy* 5 (1): 98-130.
39. Stearns, J. K. (2022). *The War that Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in Congo*. Princeton University Press.
40. Transparency International, (2024). Transparency International and Democratic tools
41. Tsebelis, George. 1995. « Decision Making in Political Systems: Veto Players in Presidentialism, Parliamentarism, Multiculturalism and Multipartyism ». *British Journal of Political Science* 25(3): 289-325.

